

L'UBA se penche sur les conséquences du « printemps arabe »

25/11/2011

LIBAN - SECTEUR BANCAIRE

C'est au terme d'une année 2011 particulièrement mouvementée pour les pays de la région que le forum annuel bancaire arabe a été lancé hier à Beyrouth, avec un intérêt particulier pour les conséquences que les transformations politiques de ces derniers mois pouvaient avoir sur les banques arabes et le système financier et économique de la région.

L'Union des banques arabes (UBA), en coopération avec la Banque du Liban (BDL), a lancé hier le forum annuel bancaire arabe 2011, ayant pour thème cette année « Les banques arabes au rythme des transformations ». L'évènement, placé sous le patronage du Premier ministre Nagib Mikati qui était présent, a réuni, entre autres, le ministre des Finances, Mohammad Safadi, les gouverneurs des banques centrales arabes, ainsi que de hauts responsables d'institutions financières.

Dans son allocution, le Premier ministre a souligné l'importance de la coopération économique interarabe pour faire face aux défis et aux répercussions des mutations en cours dans la région et dans le monde. Il a ainsi appelé l'UBA à coopérer en vue de « l'élaboration d'une feuille de route arabe pour l'économie dont l'objectif serait de préserver les ressources de nos pays et l'avenir des générations futures », a-t-il indiqué. M. Mikati a en outre souligné que le gouvernement libanais déployait des efforts majeurs pour résorber l'impact de ces évènements sur la situation économique du pays. « Nous sommes déterminés à redynamiser les secteurs productifs, à relancer l'investissement et à accroître la production et l'exportation », a ajouté M. Mikati. Il a enfin rappelé « les engagements du gouvernement libanais à appliquer les résolutions internationales et à respecter ses échéances financières », faisant notamment référence aux dernières rumeurs accusant les banques libanaises d'accueillir des fonds de personnalités syriennes sous le coup de sanctions internationales. Rappelant que la croissance était de l'ordre de 7,5 % en 2010, le Premier ministre a loué les efforts du secteur bancaire libanais qui continue de faire preuve de

résilience face aux crises régionales et mondiales et dont la croissance a été de 7 % lors des dix premiers mois de l'année en cours.

Par ailleurs, M. Mikati a indiqué que le gouvernement avait déjà rédigé plusieurs décrets qui portent sur le forage éventuel du pétrole et du gaz dans les eaux territoriales libanaises.

Le président de l'UBA, Adnane Ahmad Youssef, a mis l'accent sur la situation exceptionnelle à laquelle font face les banques arabes depuis le début de l'année en cours, suite aux bouleversements politiques qui ont ébranlé la région. « J'appelle les gouvernements arabes à décréter l'état d'urgence économique dans leur pays afin de limiter les effets néfastes que les événements en Tunisie, en Égypte, en Syrie et au Yémen pourraient avoir sur nos économies », a déclaré M. Youssef. Il a ainsi invité les autorités des pays de la région à ajuster leurs budgets 2012 à la situation, à réduire leurs déficits publics et à assainir le climat afin qu'ils soient favorables aux investissements.

Même son de cloche du côté du président de l'Association des banques au Liban (ABL), Joseph Torbey, qui a mis en garde contre une éventuelle transformation du printemps arabe en « hiver économique coriace ». Selon lui, en 2011, les investissements dans la région ont reculé d'environ 83 %, passant de 20 milliards de dollars à 4,8 milliards de dollars. « Les banques de la région ont également connu un recul de leur croissance et cela risque de se répercuter négativement sur le PIB, le chômage, l'inflation et la dette publique », a souligné M. Torbey. Il a ainsi appelé tous les pays arabes à joindre leurs efforts pour mettre en place des plans de réformes économiques et financiers globaux, « capables d'assurer la stabilité dont la région a besoin pour mener à bien le désir de changement et de démocratie de la population », a ajouté le président de l'ABL. Quant au président de l'Union des Chambres de commerce arabes, l'ancien ministre d'État Adnane Kassar, il a mis l'accent sur le besoin urgent pour les gouvernements « d'être à la hauteur de ces changements démocratiques, de se saisir de cette opportunité pour développer les secteurs productifs et accompagner au mieux la nouvelle société qui est en train de se construire », a indiqué M. Kassar.

Enfin, le gouverneur de la BDL a souligné qu'à la lumière des changements régionaux et internationaux, il était difficile de prévoir quelle serait la tendance sur les marchés financiers et économiques, précisant que désormais les agences de notation ainsi que les institutions monétaires contrôlaient les marchés financiers. M. Salamé a mis l'accent sur le fait que la situation politico-sécuritaire de la région n'avait pas eu de conséquences la première moitié de l'année en cours sur le secteur bancaire, « malgré les rumeurs qui ont concerné le secteur ».

« Les actifs de la BDL ont atteint 32 milliards de dollars, une valeur historique », a-t-il relevé. Concernant les taux d'intérêt, le gouverneur de la BDL s'est voulu rassurant en insistant sur le fait que ces derniers resteront stables. « Nous avons acheté 6 000 bons du Trésor au cours des 11 premiers mois de l'année, dans le but de maintenir un taux d'intérêt stable » a-t-il indiqué.